

[Traduction]

Depuis hier, monsieur l'Orateur, j'écoute les commentaires qui se font à propos du comité spécial de la Chambre qui serait chargé d'enquêter sur les prix de l'alimentation. J'ai essayé de voir clair à travers une logique plutôt tortueuse. Je puis supposer qu'une telle logique a émané des quatre côtés de la Chambre mais dans une très large mesure elle vient des banquettes qui se trouvent immédiatement à ma droite. D'une part, j'entends dire qu'il s'agit ici d'une crise et d'une question d'extrême urgence. On a cité des précédents qui témoignent que la Chambre, l'autre endroit et les deux chambres ensemble ont souvent étudié la question des prix des aliments. J'en conclus aussi que toute cette question est extrêmement complexe et difficile, que nous ne pouvons vraiment pas étudier dans peu de temps tout le problème de la hausse des prix des aliments et en arriver à une conclusion qui montre réellement pourquoi ce secteur de notre économie se dérègle parfois ou comme la plupart des ménagères le diraient se dérègle presque continuellement.

Habituellement, les députés du parti conservateur progressiste exhortent la Chambre et le pays—et ici je parle de tradition et d'histoire—à agir avec prudence. C'est sûrement le rôle du groupe conservateur de conseiller à la nation de faire preuve de circonspection et de se hâter lentement. Hier, toutefois, les députés des banquettes conservatrices ont déclaré qu'il y avait crise, que le gouvernement n'a rien fait, qu'il faut agir. Notez bien que malgré toutes ces exhortations à l'action, ils n'ont pas précisé quelles mesures devraient être prises; aussi, nous constatons qu'il y a un nouveau mot d'ordre chez les conservateurs progressistes. Ce n'est pas une question de se hâter lentement mais plutôt de ne rien faire et vite. On pourrait soupçonner les conservateurs—et je ne parle pas de motifs mais de raisons—d'avoir des raisons inavouées de faire étudier cette question très complexe d'ici trois mois. Il n'est pas dit qu'ils n'encouragent pas le gouvernement à agir, en ne faisant rien; au fond ils veulent peut-être vraiment que rien ne se fasse, mais que cela se fasse rapidement.

Hier soir, le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) nous a lu une liste assez ennuyeuse de gens de l'autre endroit qui ont des relations publiques et manifestes avec l'industrie alimentaire au Canada. Et je suis certain que si on allongeait la liste, on découvrirait bien des députés de la loyale opposition qui ont des intérêts directs et indirects dans l'industrie alimentaire.

Mme MacInnis (Vancouver-Kingsway): Et l'autre côté aussi.

M. Harney: Nous finirons bien par en parler. Ce qui importe, c'est de changer le mandat du comité pour lui permettre d'étudier la question en profondeur et non de se contenter d'une enquête de neuf jours ou de trois mois, ce comité devant être en mesure de trouver une solution à un problème qui afflige le pays depuis longtemps. Aucun ménage n'est épargné. Ne serait-ce que pour cette raison, nous devons charger ce comité de présenter un rapport à la Chambre et à la nation, dès cet hiver, notamment en ce qui a trait aux pires abus du système de fixation des prix au Canada.

Il n'est pas nécessaire d'avoir un comité de la Chambre pour dire à la ménagère canadienne moyenne qu'une bonne part du prix qu'elle paie pour l'alimentation doit être attribuée aux frais de publicité excessifs. Dans ma ville de Toronto, une fois par semaine, en particulier, les grands quotidiens publient d'énormes cahiers de réclame

Denrées alimentaires—Comité

où paraissent en imprimés et en images, pour le bénéfice de la pauvre ménagère, ce qu'est exactement un rôti de bœuf. Il lui suffirait de voir dans un certain secteur du journal une petite liste où figurerait le prix des diverses coupes de viande et des diverses autres denrées alimentaires, par magasin et par supermarché. Elle doit passer à travers des rames et des rames de papier journal et des pages et des pages d'images qui, bien souvent, peuvent être trompeuses sur le plan des économies réelles qu'elle pourrait réaliser si elle s'en tenait à cette réclame. Certes, à ce niveau, un comité de la Chambre chargé de mener une enquête, pourrait agir très promptement. Il s'agit d'un problème qui paraît évident à presque tous les Canadiens sinon à tous les députés.

Ce que nous avons sous les yeux est un problème des plus complexes. Les racines sont profondes et résultent de la nature même des structures de production et de distribution au Canada. En même temps, certains aspects du problème nécessitent des mesures immédiates, n'importe qui doué de quelque bon sens pourrait le voir. Si nous acceptons l'amendement des membres du parti conservateur proposé par le député de St-Jean-Est (M. McGrath), nous courons non seulement le risque de ne rien faire mais aussi le risque concomitant, pour utiliser ses propres mots, de faire du tort à un secteur très important au pays. Hier, des membres de mon parti ont bien précisé que la Chambre doit bien se garder d'agir à la hâte car elle risquerait de causer un tort irréparable aux producteurs primaires du pays. Ce sont eux, les agriculteurs canadiens qui risqueraient le plus de souffrir si des mesures trop hâtives étaient adoptées pour le problème des prix, de la production et de la distribution des produits alimentaires. Comme le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) l'a fait remarquer, ce n'est que récemment qu'ils obtiennent enfin une partie de la rémunération qu'ils auraient dû recevoir depuis longtemps.

● (1220)

Un autre secteur de notre nation et de notre économie que nous devons prendre soin de ne pas léser est celui des travailleurs des industries de l'emballage et de la transformation. Je crois qu'hier un député a cité un chiffre de \$6 l'heure au sujet des travailleurs de l'industrie de transformation des aliments. Il est presque impossible, lorsqu'on examine les chiffres publiés par Statistique Canada, de savoir exactement le montant reçu en moyenne par un emballer ou un transformateur, mais je puis vous assurer, d'après ce que je sais, que ce que ces ouvriers reçoivent à Toronto est beaucoup moindre que \$6 l'heure. Nous avons donc ici un autre secteur très important de l'industrie de la production, de la transformation et de la distribution des aliments au Canada qui serait très vulnérable à des mesures hâtives et inconsidérées de la part de la Chambre.

Il y a d'autres raisons de ne pas demander à ce comité de terminer ses travaux en trois mois. Les autres raisons revêtent un caractère beaucoup plus positif que celles que je viens tout juste d'exposer. Bon nombre d'entre nous croient qu'il faut apporter des changements radicaux à la production et à la distribution des aliments dans ce pays et que, quelles que soient les recommandations précises que nous fassions pour changer la situation actuelle, nous aurons en quelque sorte failli à notre tâche si nous ne commençons pas à envisager et à recommander d'autres façons de régler toute la question de la distribution des aliments. Diverses communautés canadiennes ont essayé, certaines avec succès, d'autres sans succès, d'établir des systèmes de distribution d'aliments et d'articles ménagers